

Prise de parole 13 janvier 2020

CGT, FO, FSU et Solidaires CFE CGC

Depuis le 5 décembre, la mobilisation bat son plein, sans relâche et sans trêve, pas même pendant les fêtes.

Le soutien de l'opinion ne faiblit pas non plus. Plus de 75% des français refusent cette réforme en l'état.

Malgré cela, le gouvernement reste sourd et méprise les salariés qui font grève. Il maintient les grands principes de sa réforme qui ne fera que des perdants et aggravera la situation des plus fragiles d'entre nous.

Le gouvernement mène une campagne médiatique de stigmatisation des grévistes. Il tente par tous les moyens de diviser les salariés. Mais rien n'y fait. Le mouvement se maintient et s'élargit à d'autres secteurs.

Le gouvernement martèle que notre système actuel est ruiné par des déficits. Qu'il n'y a pas d'autre choix que de travailler plus longtemps.

Il nous ment ! Les régimes sont quasiment à l'équilibre et les moyens d'améliorer son financement ne manquent pas.

La suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune et la flat tax, c'est près de 5 milliards d'euros en moins dans les caisses de l'Etat. Largement de quoi combler le déficit.

L'exonération de cotisations patronales, c'est 40 milliards d'euros en **2019** et l'évasion fiscale, c'est plus de 70 milliards chaque année qui s'évaporent en toute impunité.

C'est largement de quoi financer un retour à une retraite à taux plein, calculée sur les 6 derniers mois ou les 25 meilleures années, après 40 années de carrière, pour toutes et pour tous.

Mais l'objectif du gouvernement, contrairement à ce qu'il dit, n'est pas de sauver le système par répartition, mais de détruire les solidarités intergénérationnelles tout en favorisant les retraites par capitalisation.

Le gouvernement nous dit que sa réforme est juste et ne fera que

des gagnants.

Mais si cette réforme ne devait faire que des gagnants, pourquoi le gouvernement maintient-il le régime actuel pour les policiers et les militaires ? Pourquoi propose-t-il la clause du grand père aux artistes de l'opéra de Paris ? Pourquoi propose-t-il des périodes de transition ou des aménagements selon les secteurs ?

La vérité, c'est qu'en calculant les pensions sur toute la carrière, en ne garantissant pas la valeur du point, ni son évolution dans le temps, les pertes seront considérables pour tous les salariés, et notamment pour ceux et celles qui auront des accidents de carrière, avec des périodes de chômage.

Les femmes, qui ont déjà aujourd'hui des pensions inférieures de 40% ~~en dessous de~~ à celles des hommes, seront encore plus pénalisées.

Les pseudo discussions du 7 janvier avec le premier ministre n'ont une fois de plus, rien donné. M. Philippe et son gouvernement restent droits dans leurs bottes.

Tout au plus, de vagues promesses d'ouverture de discussions sur la pénibilité ou la modulation de l'âge pivot pour certains métiers.

Mais nous savons bien que les promesses de bonimenteurs n'engagent que ceux qui y croient !

Pour l'essentiel, en réalité, rien ne bouge. La réforme conduira à travailler plus et plus longtemps, pour des pensions toujours faibles.

Quant à une soi-disant « grande conférence » ce printemps sur le financement, c'est une vaste fumisterie qui reviendrait avant tout à avaler la réforme des retraites sans aucune garantie, sur la durée réelle de cotisation pour un taux plein, ni sur le niveau des pensions, ni sur le financement du nouveau régime par points !

Cette attitude provoque une exaspération, une colère légitime de tous ceux qui sont mobilisés pour obtenir le retrait du projet et l'ouverture de réelles négociations permettant d'améliorer notre système actuel de retraite.

L'intransigeance du gouvernement renforce notre détermination.

Nos organisations ne signeront pas de chèque en blanc au